

Droit Des Personnes Et Des Droits De La Famille Cours Cas Pratiques Et Exercices Corrigeacutes Coursus

« *C'est un lieu commun : les praticiens du droit familial sont confrontés à une évolution constante de celui-ci. Deux ans après le précédent recyclage consacré à cette matière (janvier 2011) la CUP aborde des questions d'actualité immédiate tout en faisant le point de manière globale sur certaines matières. Sont successivement analysés : – les décisions récentes de la Cour constitutionnelle ; – les mesures provisoires pendant l'instance en divorce pour désunion irrémédiable (art. 1280 C. jud.) et la pension alimentaire après divorce (art. 301C. civ.) ; – les arrêts les plus récents de la Cour constitutionnelle qui révolutionnent complètement la structure de notre droit de la filiation ; – la nouvelle loi réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine ; – la fiscalité familiale qui n'avait plus été abordé par la CUP depuis 2007* ».

La 4e de couverture indique : "Traditionnellement enseigné en Licence 1 en droit comme en gestion et approfondit en Master, le droit des personnes est une matière qui recouvre des sujets essentiels. On y apprend notamment des thématiques portant sur la personnalité juridique, les actes d'état civil en passant parla protection du corps humain ou encore la capacité de la personne. Le manuel comporte trois titres. Le premier s'intéresse à l'existence de la personne au travers de l'acquisition de la personnalité puis de ses effets et de sa perte. Le deuxième titre se consacre à l'identification de la personne en traitant du nom, des accessoires et compléments du nom, du sexe, du domicile et des actes de l'état civil. Le troisième titre est dévolu à la question de la protection de la personne tant mineure que majeure. Outre le cours, des quizz, des cas pratiques comme des focus sur certains arrêts accompagnent les étudiants dans l'appréhension de la matière et leur permettent de vérifier les connaissances acquises lors de la lecture des différents chapitres. Cet ouvrage permettra aux étudiants de Licence, de Master, aux candidats aux concours et examens (CRFPA, ENM...) comme aux professionnels d'appréhender cette matière qui est au coeur de nombreuses problématiques." De la première page (différences entre l'être humain, l'animal et le robot) à la dernière (exploitation de la faiblesse des personnes vulnérables avec l'affaire Liliane Bettencourt), à tout instant le droit des personnes rencontre les grands problèmes humains de notre temps : naissance, vie, mort, enfant mort-né, euthanasie, soins palliatifs, fin de vie, avortement, homosexualité, transsexualité, liberté sexuelle, mariage pour tous, pouvoirs de la médecine et de la science sur la vie, clonage, longévité humaine, procréation médicalement assistée, bioéthique, biotechniques, mères porteuses, actes de l'état civil, droits de l'homme, Europe, égalité de l'homme et de la femme, égalité entre les enfants nés dans et hors mariage, dignité de la personne, nom de famille, prénom, voile islamique, burqa, liberté d'expression, respect de la vie privée, caricatures de Mahomet, liberté religieuse, expulsion des étrangers, satire, diffamations, injures, discriminations, dénigrements, enfance, grand âge, folie, handicaps, exclusion, clochardisation, etc. Ces mille visages ambigus, changeants et contradictoires de la personne humaine d'aujourd'hui. Sans compter les personnes morales, multiples et évolutives – sociétés, associations, fondations, EURL et EIRL – qui élargissent l'activité. L'anthropologie – et donc le droit – fait ainsi face aux immenses pouvoirs et aux grandes angoisses que nous prépare notre siècle. Malgré les limites auxquelles le droit ne peut et ne devrait pas échapper, malgré les inquiétudes de l'auteur, le droit des personnes continue à être un message d'espérance et, parfois, l'honneur du droit.

La 4ème de couverture indique : "Cet ouvrage couvre l'ensemble du programme de droit civil première année : l'introduction générale du droit, enseignée au premier semestre, et le droit des personnes et de la famille, dispensé au second. Le cours est divisé en leçons thématiques, qui permettent au lecteur d'avoir un accès direct aux thèmes essentiels du programme. L'accent est mis sur l'apprentissage des notions fondamentales, celles qui ne devront pas être oubliées au fil des études et de la carrière professionnelle. Préparation aux travaux dirigés : Chaque leçon comprend les définitions des termes essentiels du thème traité et des documents permettant à l'étudiant de parfaire sa méthode ou d'enrichir sa culture. Exercices commentés : pour aider les étudiants à se préparer pour l'examen, l'ouvrage contient, pour les deux semestres, des exercices commentés, afin de fournir un modèle et des conseils méthodologiques : QCM, cas pratique, dissertation, commentaire d'arrêt et commentaire de texte." Une vue d'ensemble du droit des personnes et de la famille.

[les personnes, les incapacités](#)

[étude comparée des notions de domicile, de résidence habituelle et d'établissement, en droit suisse, français, allemand, anglais, américain et dans les Conventions de La Haye](#)

[Droit des personnes - 4e ed.](#)

[Introduction, biens, personnes, famille](#)

[les personnes](#)

[La localisation des personnes physiques en droit international privé](#)

[Droit des personnes, des familles et des majeurs protégés](#)

[Droit des personnes physiques et de la protection de l'adulte](#)

La 4ème de couv. indique : "Après une introduction générale à l'étude du droit, intégrant l'étude détaillée du patrimoine, des biens et des droits sur ces biens, il est traité successivement des personnes et de la famille, pour couvrir notamment de première année de LMD. Cette 21e édition, comme les précédentes, tient compte de la jurisprudence la plus récente et, notamment, de toutes les décisions nombreuses et importantes rendues tant par le Conseil constitutionnel et la Cour de Cassation, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, notamment en matière de gestation pour autrui (saisine pour avis de la Cour européenne des droits de l'Homme par la Cour de cassation et réponse de la Cour européenne). Elle est également à jour de la loi n° 2019-222 de programmation et de réforme pour la justice, qui a apporté d'importantes modifications à l'organisation judiciaire, en première instance mais également à la procédure de divorce et à certaines formes de divorce (divorce accepté, divorce définitif du lien conjugal) et aux mesures de protection des majeurs vulnérables, pour ne citer que les principaux changements. Une partie "Documents" clôture chaque chapitre. Elle comporte toujours une bibliographie actualisée. Une rubrique "Actualités" sur..." permet d'aller plus loin sur certaines questions particulières, comme le respect du corps humain et la législation en matière de bioéthique... Des tableaux, des schémas simples, des plans détaillés, des arrêts à lire ou à commenter, illu...

... corrigés de commentaires d'arrêts, de dissertation et de consultation remplissent également une fonction pédagogique."

L'ouvrage contient l'exposé complet du droit des personnes et des familles, deux matières au cœur des vies et des destins. Le droit des personnes accompagne des individus toujours plus autonomes. Le droit des familles s'écrit au pluriel et concerne des personnes diverses et doivent toutes être protégées.Où tous les praticiens de la matière, l'ouvrage offre une analyse technique approfondie, des solutions aux controverses et des moyens de combler les lacunes. Une place importante est réservée aux évolutions et moteurs d'un droit égalitaire et sensible à la proportionnalité. La doctrine et la jurisprudence néerlandophones sont systématiquement intégrées aux analyses.OLes prises de position de l'auteur sont distinguées des développements de droit comparés. Les ouvrages de la collection Focus droit ne sont pas des manuels de cours, auxquels ils ne se substituent d'ailleurs pas. Ils sont toutefois conçus comme étant beaucoup plus que de simples lexiques de termes juridiques. Ils illustrent en ve...

... avoir identifié les notions clés se rapportant à une matière, l'auteur les présente par ordre alphabétique, sous une forme structurée offrant des points de repère. Des développements substantiels mettent l'accent sur les aspects essentiels de la définition, historique, état de la jurisprudence, opinions doctrinales, etc. En outre, afin de permettre au lecteur d'Approfondir un sujet, une bibliographie sommaire accompagne si nécessaire certaines notions. L'accent a été mis sur l'aspect pé...

Il est ainsi proposé au lecteur d'emprunter des itinéraires de recherche grâce à des renvois qui concluent les notions répertoriées et à un index détaillé en fin d'ouvrage. Destinés à compléter la gamme des outils de travail mis à la disposition de la collection Focus droit s'adressent aussi, hors de l'université, à tous ceux qui n'étant pas spécialistes des questions traitées souhaitent pouvoir en saisir aisément la substance.

L'objectif de cet ouvrage de droit des personnes est de faciliter la compréhension et la mémorisation des questions juridiques grâce à deux approches juxtaposées : - le cours traditionnel en page de gauche, - des schémas explicatifs en page de droite.

aux étudiants de Licence 1 Droit, - aux candidats aux concours d'accès au CRFPA et à l'ENM.

Thèse. Droit. Sciences criminelles. Administration publique. 1994

[Droit des personnes et des familles](#)

[Juris'Personnes](#)

[Réussir ses TD](#)

[Licence 1](#)

[Les indispensables du Droit des personnes](#)

[Cours de droit des personnes et de la famille](#)

[Droit des personnes](#)

[personnes et biens](#)

Cet ouvrage couvre l'ensemble du droit français des personnes et de la famille, définit les termes juridiques, insiste sur les notions et points clés, analyse les décisions importantes et donne de nombreux exemples.

L'ouvrage offre une présentation originale de la jurisprudence belge pertinente dans un domaine en vogue vu les préoccupations qu'il suscite au regard de l'évolution démographique et de ses conséquences.

Cet ouvrage s'adresse, en premier lieu, aux étudiants préparant leur première année de DEUG. Il aborde, sous une présentation simple, claire et précise, les notions juridiques de personnes physiques, de capacité et de personnes morales. Il intéressera également tous ceux qui s'interrogent sur la place de la personne humaine face aux progrès de la science, en raison notamment des lois sur la bioéthique et de certaines décisions récentes de la Cour de cassation. Enfin les conventions internationales jouent un rôle de plus en plus important en cette matière ; une attention particulière est accordée à la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'homme. Ce livre, par delà son ambition universitaire, est aussi une présentation simple, précise et claire de ce que tout individu peut souhaiter savoir du droit des personnes.

Ce manuel est destiné aux étudiants en droit de Licence et de Master (LMD) et aux candidats aux concours qui comportent une épreuve de culture générale historique et contemporaine. Cet ouvrage veut familiariser le lecteur avec les institutions de droit privé envisagées à la fois dans leur stabilité et leurs changements et tente d'apporter des réponses claires et simples à quelques questions fondamentales. Quelle est la part de l'influence du droit romain, des coutumes, du droit de l'Église et de l'ancien droit dans la formation du droit de la famille et du droit des biens? En quoi le droit révolutionnaire a-t-il marqué une rupture radicale avec l'ancien droit familial, aussi bien dans les relations personnelles que dans les relations patrimoniales? Quelle est l'ampleur des bouleversements apportés par la Révolution de 1789 dans le droit de propriété? Jusqu'où et sur quels fondements les rédacteurs du Code civil ont-ils remis en cause le droit révolutionnaire de la famille? Comment le Code civil protège-t-il le droit de propriété? Comment le droit de la famille s'est-il adapté à la libéralisation des mœurs depuis la seconde moitié du XXe siècle? Qu'est devenu le droit de propriété au XXe siècle?

L'équivalent du cours d'amphi de droit des personnes. Tout est chose ou personne. Sujet de droit, la personne se distingue des objets de droit sur lesquels elle exerce son pouvoir. Dire que seules les personnes sont titulaires de droits et assujetties à des obligations, implique alors de déterminer celles qui sont reconnues par le droit (personnes physiques et personnes morales). Une fois déterminées, les personnes doivent être identifiées et protégées. L'identification permet de décrire les éléments qui individualisent la personne dans la société et la distinguent des autres (nom, domicile, sexe). La protection de la personne est assurée en garantissant, de manière générale, son intégrité. De manière spécifique, le droit protège certaines personnes, en raison de leur vulnérabilité, de leur incapacité. Tout est chose ou personne. Sujet de droit, la personne se distingue des objets de droit sur lesquels elle exerce son pouvoir. Dire que seules les personnes sont titulaires de droits et assujetties à des obligations, implique alors de déterminer celles qui sont reconnues par le droit (personnes physiques et personnes morales). Une fois déterminées, les personnes doivent être identifiées et protégées. L'identification permet de décrire les éléments qui individualisent la personne dans la société et la distinguent des autres (nom, domicile, sexe).La protection de la personne est assurée en garantissant, de manière générale, son intégrité. De manière spécifique, le droit protège certaines personnes, en raison de leur vulnérabilité, de

[Droit des personnes : articles 11-89a CC](#)

[La protection des mineurs et des majeurs](#)

[Histoire du droit privé](#)

[Droit civil 1re année](#)

[25 fiches pour comprendre et réviser le droit des personnes](#)

[Droit civil](#)

[Plus de 40 exercices corrigés sur les notions clés du programme](#)

[Droit des personnes handicapées](#)

Les personnes sont au cœur du droit. Les personnes physiques, tout d'abord. A la personnalité qui leur est reconnue s'attache un cortège de prérogatives garantes du respect de leur intégrité, de leur vie privée, de leur pensée... Nom, domicile, actes de l'état civil contribuent à donner force à l'impératif d'identification de la personne.

Identifier, toutefois, ne suffit pas. Il faut aussi protéger, non seulement contre toute atteinte illicite à l'intégrité de la personne, mais aussi contre les faiblesses que peuvent induire l'âge, la maladie... Quant aux personnes morales, leur diversité est extrême. Leur poids dans la vie économique et sociale justifie un examen attentif des règles qui gouvernent leur constitution, leur fonctionnement, leur dissolution. Le tout est constamment éclairé par la présentation de documents extraits de textes législatifs ou réglementaires, circulaires, décisions de justice, données statistiques, etc.

Le succès de la notion de "droit fondamental" a profondément marqué l'interprétation des principales normes protectrices des Droits de l'Homme. Favorisant l'audace des juridictions de tous ordres et l'activisme judiciaire des personnes morales de droit privé, il a permis de consacrer l'idée que ces dernières existaient, aux côtés des personnes physiques, comme de véritables titulaires de droits fondamentaux. Cette extension essentiellement prétorienne du champ des bénéficiaires de ces prérogatives subjectives s'est fondée sur l'assimilation des deux catégories de sujets de droit. Cependant, le fondement retenu est mineusement critiquable. En plus de conduire le droit positif à verser dans un anthropomorphisme exacerbé, il ne permet nullement l'élaboration d'une approche d'ensemble cohérente de la question de la jouissance de droits fondamentaux par les personnes morales. En ce sens, l'étude s'est attachée à "déconstruire" le système actuel qui repose sur l'assimilation des personnes morales aux personnes physiques et à proposer une conception autonome des droits fondamentaux de celles-là. La cohérence de la démarche justifiait l'exclusion de certains concepts tels que "vie privée" ou encore "préjudice moral" pour désigner des situations relatives aux personnes morales et la mobilisation de la dignité et de la liberté humaines comme limites de l'ensibilité de la titularité des droits. Par ailleurs, l'autonomie a impliqué une subdivision des droits fondamentaux des personnes morales en droits matriciels, s'appuyant sur la fondamentalité de la personnalité morale et de l'objet social, et en droits fondamentaux éconodaires, accessoires des droits matriciels. Et, dans certaines hypothèses, la recherche d'un vocabulaire spécifique s'est révélée nécessaire. Les concepts de "vie sociale fondamentale" et "droit d'association réflexif" en sont des illustrations. De manière générale, l'autonomie contribue à révéler le fonctionnalisme qui empreint les droits fondamentaux des personnes morales de droit privé

Réviser l'essentiel du droit des personnes et de la famille Ce Mémento présente, de façon claire et concise, l'ensemble des dispositions de droit civil relatives aux personnes, à la famille et aux incapacités. Sont exposées successivement les normes juridiques qui gouvernent : - les personnes : nom, domicile, état civil, droits de la personnalité, notion de personne morale ; - la famille : formation et effets du mariage, divorce et séparation de corps, filiation légitime et naturelle, procréation médicalement assistée, adoption, obligation alimentaire ; - les incapacités : des mineurs, notamment l'autorité parentale et la tutelle, comme des majeurs protégés. Cet ouvrage est indispensable à tous les étudiants qui souhaitent disposer d'une synthèse exhaustive de cette matière essentielle des programmes universitaires.

41 fiches pour réviser les notions essentielles du cours de droit des personnes grâce à : des schémas, des tableaux, des encadrés récapitulatifs et des exercices d'application.

Des manuels avec plein de pages et trop de choses à retenir, vous en avez déjà. Le but de Juris'Personnes est donc de vous fournir exactement l'inverse ! Il contient 25 fiches de révisions thématiques sur les grandes notions du droit des personnes : acquisition et disparition de la personnalité juridique, protection de la vie privée, majorité civile et incapacité juridique, droit au nom et au domicile... Avec une approche originale et synthétique, Juris'Personnes va vous permettre d'économiser des dizaines d'euros en livres et surtout des centaines d'heures de travail frustrant et improductif : les chapitres sont conçus de façon précise et structurée afin de faciliter la compréhension et la mémorisation de chacune des thématiques abordées. De plus, chaque fiche est assortie d'un "conseil de coach" et suivie d'un quizz afin de valider l'acquisition des connaissances et de faciliter leur restitution.

[L'essentiel du droit des personnes](#)

[personnes, famille](#)

[Le droit des personnes en schémas](#)

[Actualités de droit des personnes et des familles](#)

[personnalité, incapacités, personnes morales](#)

[Droit des personnes, de la famille et incapacités - 11e ed.](#)

[Précis de droit civil gabonais](#)

[Droit des personnes et de la famille](#)

Les réformes législatives en droit de la famille se sont succédé à un rythme soutenu en 2017 et 2018, au point qu'il devient difficile de simplement "rester à jour".OA côté de la loi "droit civil" qui réforme l'état civil, les procédures de changement de nom(s) et de prénom(s), l'adoption et les modes alternatifs de règlements des conflits, de nombreuses autres lois ont revu des aspects majeurs du droit de la personne (loi transgenre) et du droit de la famille (reconnaisances frauduleuses en matière de filiation, obligations alimentaires successorales, accueillants familiaux, divorce par consentement mutuel, ?).OLe présent ouvrage constitue les actes de la 3ème journée d'études du CEFAP organisée le 14 septembre 2018. Il a pour objectif d'offrir aux praticiens (avocats, notaires, magistrats) une analyse de l'ensemble des nouvelles législations édictées en droit de la famille entre le 1er janvier 2017 et le 30 juin 2018.

[Droit civil des personnes et de la famille](#)

[Les sources, le droit des personnes et de la famille en cas pratiques](#)

[Tome 1. Introduction au droit : personnes - familles, personnes protégées, biens - obligations - sûretés](#)

[Introduction générale au droit, droit des personnes, droit de la famille](#)

[Les droits fondamentaux des personnes morales de droit privé](#)

[Actualités législatives en droit de la personne et de la famille](#)

[Adultes âgés. Chronique de jurisprudence. Volume 1. Droit des personnes et de la famille](#)